

HÔTELLERIE LOURDAISE, LA MIRACULÉE



Les Arcades, l'Hôtel de Rome, l'hôtel de la Croix de Malte, et bien d'autres gardent porte closes depuis plusieurs années. Pour ne pas laisser dépérir l'hôtellerie lourdaise, l'offre se diversifie pour tenter la résurrection. [Lire en page 2](#)

Toulouse

DES OLYMPIADES POUR METTRE EN VALEUR LES SCIENCES DE L'INGÉNIEUR P.3

Occitanie

L'ASTROLABE, UNE MAISON PLEINE DE VIE P.4

Monde

DETTE AMÉRICAINE : ET POUR QUELQUES DOLLARS DE PLUS... P.6

Sport

FENIX HANDBALL : L'EUROPE SE JOUE À CHAMBÉRY P.7

Portrait

GOLF SAVE THE KING P.8

UNE MENACE PLANE SUR NOS OISEAUX



Utilisation de pesticides, d'engrais : les volatiles sont mis à mal. Selon un expert depuis 1989, 60 % des oiseaux ont disparu dans l'hexagone. Sans une régulation des actions humaines, les pratiques agricoles pourraient faire disparaître certaines espèces.

[Lire en page 5](#)

L'hôtellerie de Lourdes sur la voie de la résurrection

Alors que la saison 2023 des pèlerinages est lancée, plusieurs hôtels sont barricadés à Lourdes, deuxième ville hôtelière de France. La Vieille Dame doit alors s'adapter pour éviter de nouvelles fermetures. Un vrai chemin de croix qui se présente pour les hôteliers lourdaïsiens.



En haut de gauche à droite : Christian Gélis et Linda refléchissent ensemble à l'avenir de l'hôtellerie lourdaïsienne. L'hôtel des Arcades est fermé depuis des années. L'hôtel de Rome est en cours de rachat. En bas : Le Bellevue Sanctuaire, rue de la Grotte et sa patronne Delphine Borel. © Alexandre Rubin

Il est midi. Les nuages recouvrent les hauteurs de Lourdes. À la brasserie de l'Éden, un sujet s'invite dans les conversations, entre deux claquements de couverts : la fermeture de plusieurs hôtels dans la deuxième cité hôtelière de France. Un peu plus bas, le long du Gave de Pau drainé par une pluie qui s'abat depuis des heures, l'hôtel des Arcades est barricadé. Sa trésorerie n'a pas résisté à deux inondations en l'espace de six mois en 2018. Racheté pour une bouchée de pain, le bruit court que le projet du nouveau propriétaire est d'en faire des appart-hôtels. Même si la saison à venir s'annonce bonne, plusieurs hôtels n'ont pas pu se relever de la fermeture causée par la pandémie. « On comptait 135 établissements avant le Covid. Il y en a 128 aujourd'hui. Sept ont fermé », explique Laurent Ponzo, directeur du développement touristique à Lourdes. Mais Christian Gélis, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (Umih) Hautes-Pyrénées souhaite rassurer. « Nous ne sommes pas morts, nous sommes en mutation. »

Pendant des années, le tourisme de Lourdes était basé sur les pèlerinages organisés par les diocèses de toute l'Eu-

rope, remplissant des cars voire des trains entiers. Le Covid a mis un grand coup de frein à cette immense organisation qui poussait l'ensemble des hôtels à proposer une offre uniquement destinée aux groupes. Depuis la crise sanitaire, la tendance est à l'individualisation croissante du séjour. La ville de Lourdes accueille de moins en moins de groupes de pèlerins. « Là où avant il y avait 80% de groupes et 20% de particuliers, on est en train de passer à un rapport 60% / 40%. Et je pense que le particulier deviendra peut-être le modèle prédominant. développe Christian Gélis en replaçant ses lunettes dorées sur son nez.

« Comme toutes les tendances, soit on s'adapte et on suit, soit on meurt »

La concurrence des locations meublées

Comme ailleurs en France, le nombre d'AirBnB a largement augmenté ces derniers mois à Lourdes. « On comptait plus de 120 meublés de tourisme l'année dernière. Il y a eu plus de 80 inscriptions cette année, donc on en est à environ 200 actuellement. Ça correspond à une augmentation de plus de

50%, seulement pour ce qui est déclaré. », note Laurent Ponzo. Parmi ces nouveaux logements, il y a Loc-trotteur, un ancien café racheté par Pauline Barka pour en faire plusieurs locations meublées. Ouvert depuis juillet 2022, elle reconnaît avoir de très bons retours. « Certains hôtels sont vétustes et les touristes nous expliquent venir chez nous parce que c'est plus moderne ». Tout l'enjeu réside maintenant dans l'encadrement de ce mode d'hébergement. « Dès lors qu'on touche au même type de clientèle, il faut que les obligations des uns et des autres soient comparables. Ce qui n'est pas le cas. », souligne le président de l'Umih. En revanche Laurent Ponzo montre aussi que c'est une nouvelle diversification de l'offre hôtelière qui permet de faire vivre Lourdes à l'année. « En hiver, quand ce n'est plus la saison des pèlerinages les hôtels ferment, c'est plus facile de trouver des locations meublées. Ça comble un manque. » Avec la multiplication de logements avec cuisine intégrée, la tendance n'est plus à la pension complète. Antoine tient une brasserie dans la rue de la Grotte. Derrière son bar ils se réjouit, « Les gens veulent sortir du carcan du pèlerinage. Ils prennent des demi-pensions,

des appart-hôtels, le jour où ils n'ont pas envie de cuisiner, ils viennent se faire plaisir dans un restaurant. »

Ne pas oublier « ceux qui bossent »

Au cours de cette mutation, il ne faut pas oublier les 3 500 saisonniers qui viennent travailler seulement pour quelques mois durant la période estivale. Pour eux aussi, il faut un logement. Une situation qui inquiète Christian Gélis. « On remarque une augmentation des logements saisonniers et on en oublie ceux qui bossent. » Ceux qui bossent, Delphine Borel ne les oublie pas. Le 23 mars dernier, elle décide de racheter le Must Hôtel, après 8 ans de fermeture, situé rue de la Grotte en plein centre-ville, pour en faire des hébergements destinés aux saisonniers. Au total, 71 logements commencent à accueillir les premiers locataires dans ce qui est devenu le Bellevue Sanctuaire. À terme, une centaine de personnes pourront y vivre le temps d'une saison.

« L'avantage de se transformer en appart-hôtels, c'est qu'on a moins de personnel. »

sourit Delphine enroulée d'une épaisse écharpe.

Dans un grand hall en travaux, elle accueille deux saisonniers espagnols venus chercher les clés de leur appartement. Ils s'installent sur l'unique table posée à côté de sacs de ciment. Le jeune couple travaille dans un restaurant mexicain un peu plus bas dans la rue. Venus tout droit d'Extremadura, ils sont arrivés à Lourdes pour faire du chiffre d'affaires. « Mon but c'est d'ouvrir ensuite une entreprise de BTP en Espagne. On espère rester ici cinq saisons. » Lourdes reste donc attractive. À tel point que le père de Delphine prévoit même de racheter l'hôtel de Rome, juste en face. L'hôtellerie lourdaïsienne se transforme, mute, se diversifie, pour s'adapter pour accueillir les touristes spirituels, venus en tour opérateur ou en famille. Laurent Ponzo propose aussi de faire plus de qualité que de quantité. « Il y a des familles de loin qui veulent venir à 15, 20 personnes. Ce sont des minis groupes qui souhaitent une prise en charge sur mesure des chauffeurs et des minibus. Ce n'est pas l'écosystème ici on ne s'est pas encore adapté à ça. Il faut de la diversification. »

Alexandre Rubin et Margot Julia

Le casse-tête des hôtels non classés

Pour être répertoriés et visibles sur les sites internet, les hôtels doivent être classés. C'est-à-dire qu'ils ont un certain cahier des charges à respecter s'ils souhaitent présenter avec 1,2,3 ou 4 étoiles. Mieux l'hôtel est classé, plus le nombre de critères est important et plus sa taxe de séjour sera élevée. ils ont un certain cahier des charges à respecter s'ils souhaitent présenter avec 1,2,3 ou 4 étoiles.

À Lourdes, des établissements ne sont pas classés

Soit 43 hôtels sur 128. Parmi eux, les situations diffèrent. Les contrôles se font tous les cinq ans, alors certains n'ont pas eu le temps d'être visités. Avec le Covid d'autres ont pris du retard dans leurs travaux. Ils demandent à ne pas figurer sur la liste le temps de se refaire une santé. Pour les derniers c'est un choix assumé d'être non classés. « Ils sont hors des radars » explique Laurent Ponzo. Non contrôlés, ils échappent ainsi à la taxe de séjour et impossible de savoir s'ils ont recours au travail au noir. « C'est préoccupant, car c'est un tiers de l'hébergement auquel on n'a pas accès. On ne sait pas s'ils sont aux normes.

Des olympiades pour mettre en valeur les sciences de l'ingénieur

Une centaine de lycéens ont présenté leur projet de sciences de l'ingénieur à la finale académique des Olympiades à l'UPSSITECH, ce mercredi 17 mai.

Sur le site de l'UPSSITECH (Université Paul Sabatier, sciences, ingénierie et technologie), tout le monde a sorti sa plus belle chemise : c'est le grand jour. Ce mercredi 17 mai, plus d'une centaine de lycéens présentent leur projet à la finale académique des Olympiades des Sciences de l'ingénieur.

À l'intérieur de la salle de cours, le bruit des engins se mêlent aux questions des jurys. Les élèves sont prêts, ou presque... « Plus jamais on ne fait un truc avec des piles », fustige Ylann. Pour lui et son coéquipier Vincent, dernier petit coup de pression avant leur présentation devant le jury. « On a cru que le code ne marchait plus, mais là, c'est bon, tout va bien se passer » souffle-t-il. Pour lui s'il n'y avait pas cette dose de stress, « ça ne serait pas drôle ».

Pour cette 13^{ème} édition, le thème retenu pour les élèves de première est le sport. « On essaie de suivre l'actualité industrielle, on a choisi ce sujet en écho aux Jeux Olympiques 2024 », explique Loïc Philippoteaux, président

du comité d'organisation des olympiades académiques.

Houston, Sébastien et Guilhem, élèves au lycée Charles de Gaulle de Muret viennent de finir leur présentation. « Cela s'est bien passé. C'est un bon entraînement et ça nous permet de montrer notre investissement dans notre matière ». Leur projet : un dispositif de tractage qui permet aux athlètes malvoyants d'être remis dans le droit chemin durant leur course grâce à des capteurs. Les terminales ont quant à eux travaillé sur la mobilité. Clément, Thibald, Tao et Habiba, élèves au lycée Bellevue ont élaboré un fauteuil roulant capable de monter les escaliers. « Le siège est programmé pour s'incliner durant la montée. Cela permet à la personne sur le fauteuil de rester en position assise », explique Thibald lors de la démonstration. La jeune équipe se dit fière, « on les est les seules de notre lycée à être ici ».

Attirer vers les sciences de l'ingénieur



Les lycéens présentent leur projet aux Olympiades de sciences de l'ingénieur à l'UPSSITECH ce mercredi 17 mai. © Nina SOBETSKY

Les jurys inspectent les créations des lycéens avec curiosité. « Je trouve que c'est extraordinaire ce qu'ils font. Parfois ils prennent de leur temps libre pour perfectionner leur projet », raconte Amaury Meyer, ingénieur des matériaux chez Airbus.

Après quatre années en tant que jury, il estime avoir un rôle à jouer : « Si de notre côté, on ne

fait pas d'effort pour aller vers eux et les motiver, je pense qu'on loupe quelque chose ».

Loïc Philippoteaux, professeur en classe préparatoire au Lycée Déodat de Séverac, constate un faible attrait pour la spécialité Sciences de l'ingénieur par rapport à Maths-physique. « Ils n'y vont pas parce qu'ils pensent qu'ils n'ont pas les mêmes

débouchés. Avec les Olympiades, on essaie de leur donner envie de choisir cette voie. C'est important car on parle beaucoup de réindustrialisation aujourd'hui ». Pour les gagnants, direction les Olympiades nationales le 1er juin à Grenoble.

Nine SOBETSKY
Jeanne STEMART

De véritables « fight-club » entre collégiens ?

Des élèves du collège Pierre-de-Fermat ont organisé des « bagarres » entre eux. Des vidéos ont ensuite été partagées aux autres collégiens par le biais de messageries privées.

Sur les vidéos, ils se donnent des coups de poing, l'un tombe, puis les coups de pieds continuent sous les encouragements des ados venus pour filmer la scène. Ces combats clandestins filmés et partagés par les jeunes sur les réseaux sociaux ont eu lieu dans la rue mais aussi dans une laverie du centre-ville en avril dernier. Tous sont scolarisés au collège Pierre-de-Fermat. Un établissement réputé, situé dans l'hypercentre de la ville rose. Contacté, le collège n'a pas souhaité répondre à nos questions. Le recteur de l'académie de Toulouse, Mostafa Fourar déplore « des faits d'une aussi grande violence commis par des jeunes collégiens ». Il ajoute qu'il « condamne fermement » ces combats. Selon le recteur, la direction du collège « s'est directement mobilisée contre ces actes ». Des mesures ont été ainsi rapidement mises en place au sein de l'établissement. Une réponse essentielle pour Mostafa Fourar même si ces rendez-vous « n'ont pas été commis dans l'enceinte de l'établissement ». Les élèves qui ont participé à ses rassemblements ont ainsi été convoqués



Le collège Pierre de Fermat à Toulouse. © Clément ARNAL

et sanctionnés par l'établissement confirme le recteur.

« Des bagarres pour faire le buzz »

Selon des collégiens interrogés, les altercations entre adolescents étaient « quelque chose de passager, c'était quelques fois pas plus ». L'un d'entre eux en classe de quatrième, présent lors des combats, réagit : « Sur le coup c'est drôle mais si on prend du recul ça ne se fait pas par rapport au collège, nous on veut pas trop s'en mêler parce que ce sont des embrouilles entre deux élèves. » Selon les jeunes, une cinquantaine d'élèves scolarisés au collège Pierre-de-Fermat ont assisté à la scène. Les auteurs des

bagarres sont toujours en classe selon l'un d'entre eux. Ce qui les inquiète davantage c'est l'impact sur la réputation de l'établissement toulousain : « Notre collège de base est bien réputé donc on trouve ça dommage pour l'image que l'on va avoir ». Geraldine Artigues, présidente conseil local FCPE du collège Pierre de Fermat, indique que l'information a circulé mi-avril sur deux bagarres entre les jeunes. Pour elle, le plus important est « que les enfants prennent conscience que ces bagarres peuvent également être répréhensibles ». Elle assure que « les parents attendent un retour du directeur du collège, avec des explications ».

Ines ROCHETIN

Un institut de gérontologie bientôt à l'Oncopole

Emmanuel Macron a annoncé ce mardi 16 mai l'ouverture de douze centres de recherche biomédicale au niveau national. À Toulouse, ce nouvel Institut hospitalo-universitaire (IHU) sera dédié à la gérontologie.

« En 2019, la Région nous a accompagné en finançant le projet 'Inspire', qui nous a permis de fédérer des liens entre les cliniciens et biologistes spécialistes du vieillissement », détaille Sophie Guyonnet, responsable de la coordination des programmes de recherche du Gérontopole toulousain. Elle explique que c'est à la suite de ce soutien que la structure a déposé son dossier de candidature pour la création de l'IHU, baptisé « HealthAge ». Une dotation de cinq millions d'euros est notamment prévue pour mener à bien les différents projets de l'Institut. Cette subvention pourrait doubler en fonction de leurs évolutions. « On met en avant la discipline de la gérosience, qui est émergente », poursuit-elle. Un domaine qui consiste à mieux comprendre les mécanismes du vieillissement et à étudier les techniques visant à prolonger le nombre d'années passées en bonne santé.

Un nouveau bâtiment

Retenue pour accueillir un pôle d'excellence consacré à la gérontologie, la ville rose poursuit son engagement pour le bien-être des personnes âgées. « À Toulouse, on est les seuls à porter la gérontologie, c'est donc une victoire. Ça va nous permettre d'avoir une visibilité nationale et de porter des actions encore plus fortes sur le vieillissement », affirme Sophie Guyonnet. Un nouveau bâtiment devrait ainsi sortir de terre pour héberger l'ensemble des équipes de l'IHU, jusqu'alors réparties sur plusieurs sites. « Ce serait un bonus d'avoir une structure pour regrouper tous les acteurs impliqués », lance-t-elle. Mais si labélisation « IHU » s'accompagne d'un budget conséquent, c'est bien le financement du projet « Inspire » qui permettra sa construction.

Emma LE FORTIER

EN BREF

Jérémy, onze ans, sauvagement agressé par ses camarades de classe

Lundi matin, à l'heure de la récréation, le jeune garçon s'est fait rouer de coups par dix de ses camarades à l'école primaire Simone Veil de Colomiers. « J'ai des douleurs partout et surtout du mal à respirer, » a confié Jeremy qui porte une minerve et une attelle au poignet. Sa mère, choquée par l'acte, a décidé de porter plainte au commissariat.

Les Halles de la Cartoucherie enfin réhabilitées

Situé au coeur de l'écoquartier toulousain, l'ancien bâtiment industriel transformé en lieu pluridisciplinaire ouvrira ses portes le 8 septembre prochain. Une future zone de vie pour permettre aux acteurs du territoire de participer à la transition sociale et environnementale de la ville. À terme, le lieu assurera 3 000 m² de halles gourmandes, quatre courts de squash, 1 400 m² de plateau de coworking et même, une salle de spectacle.

Bus/métro : service restreint pour transports pour l'Ascension

Tisséo prévoit quelques perturbations du jeudi 18 au dimanche 21 mai 2023. Si le réseau bus et tram fonctionnera aux horaires habituelles dimanche et jours fériés, les métros A et B effectueront leurs derniers départs à minuit. Concernant vendredi, les derniers passages des métros s'achèveront à trois heures du matin. Les bus fonctionneront en horaires de vacances scolaires. Les lignes 17, 71, 107 et 306 seront à l'arrêt.

Le pont Saint-Pierre de nouveau piétonnisé

Du 25 mai au 31 octobre 2023, l'opération de piétonnisation du pont reprend pour une deuxième année consécutive. La mairie ferme complètement l'arche à la circulation automobile pour y installer du mobilier urbain, des transats et des arbustes. Quelques ombrières seront également installées à partir du 15 juillet.

Tirage au sort des jurés d'assises pour l'année 2023

La mairie de Toulouse va aléatoirement désigner les futurs jurés d'assises mercredi 24 mai 2023 à 11 h. La condition ? Avoir plus de 23 ans. Une fois sélectionnés, ils devront suivre une courte formation pour pouvoir siéger aux audiences et participer aux délibérations. À noter que des indemnités compensatrices pour la perte de revenus pourront être demandées par les jurés.

EN BREF

L'Astrolabe, une maison pleine de vie

Transport : des lignes de train perturbées pour le week-end de l'Ascension

La circulation des trains régionaux sera fortement perturbée sur les axes Toulouse-Agen et Toulouse-Cahors-Brive ce week-end. La ligne entre Toulouse et Brive-la-Gaillarde sera totalement interrompue les vendredis 19 et samedi 20 mai. Si les trains proposés prennent en compte ces plans de transports adaptés, la SNCF appelle les voyageurs à vérifier leur train la veille du voyage.

Gard : début du Festival international du documentaire de Lasalle

Jusqu'au 20 mai, Lasalle accueille la 22^{ème} édition de son Festival international du documentaire. Le thème de cette année : « La fin de l'abondance ». Au programme, près de 70 séances pour plus de 60 films réalisés sur tous les continents. Rencontres professionnelles, tables rondes et soirées musicales seront organisées pendant ces quatre jours de projections.

Tarn-et-Garonne : 15 tonnes de déchets trouvées dans une maison

Au nord de Montauban, une maison jonchée de déchets et excréments a été découverte hier. Des piles de détritus atteignant à certains endroits deux mètres de hauteur. La propriétaire des lieux était touchée par le syndrome de Diogène depuis plus de 30 ans. A partir du 22 mai, les équipes d'Agir nettoyage extrême vont débiter le chantier de ndéblayage yage du pavillon.

Hautes-Pyrénées : une cagnotte ouverte pour les filles d'Audrey Felice

Une proche de la jeune femme, retrouvée morte dimanche soir, a ouvert une cagnotte en ligne pour la famille de la victime. Elle a déjà recueilli plus de 4 000 euros. Audrey Felice a vraisemblablement été tuée à l'arme blanche par son ex-compagnon, retrouvé pendu juste à côté du corps. À 41 ans, elle était coach sportive à Tarbes et avait deux filles.

Gers : inauguration d'une ancienne voie ferrée transformée en voie verte

La voie verte de l'Armagnac a été inaugurée ce mercredi à Condom. La région a aménagé et équipé cette voie ferroviaire longue de 33 kilomètres pour proposer un itinéraire sécurisé. Village fortifié, châteaux, vignobles, fresques murales et points de vue attendent les cyclistes sur ce trajet, reliant désormais Condom à Eauze.

Malgré la complexité juridique entourant la création de structures d'accueil pour les personnes en fin de vie, des professionnels déterminés se démènent pour mener à bien leur projet. À Cahuzac-sur-Vère, l'Astrolabe a été inaugurée le 13 mai.

Le projet a mûri dans la tête de Delphine Calicis depuis 2008. La directrice de l'établissement a pu ouvrir la maison de vie, grâce à un travail d'équipe, et à un parcours de soins adapté. L'infirmière en soins palliatifs précise : « Aujourd'hui, les maisons de vie ont le vent en poupe. »

L'établissement se situe en pleine campagne gaillacoise. L'Astrolabe est pensé comme une maison. Il se compose de douze chambres articulées autour du patio central qui est aménagé dans un esprit méditerranéen.

« Ici, chaque individu a sa place »

Odette et Carole, deux résidentes, sont en train de préparer les légumes pour la soupe en compagnie de Magali, la maîtresse de maison. Celle-ci coordonne la gestion des repas et des courses. « Ici, chaque individu a sa place et participe à la hauteur de ses capacités », indique l'ancienne éducatrice spécialisée. La salle commune accueille un espace d'échange autour d'un poêle et d'un piano. Ce matin, un

atelier de gymnastique animé par Nathalie, infirmière et coach sportive, est ponctué d'éclats de rire. Les participants ne sont pas que des résidents. Delphine ajoute : « L'intérêt de la maison est de s'ouvrir vers l'extérieur, on recherche la mixité. » Une diversité qui passe aussi par l'intégration de colocataires plus jeunes, comme Emma, une jeune femme de 20 ans, qui suit un parcours de soins en oncologie et vit à la résidence. « Le but est que les personnes se sentent chez elles, et sortent de leur isolement. », détaille Delphine Calicis.

Après l'atelier, Michelle, 76 ans, retourne dans sa chambre s'occuper de son chat Pépinou. Elle est arrivée le 1^{er} février dans l'établissement, car elle ne peut plus conduire depuis l'opération qu'elle a subie. « Je n'avais pas envie d'aller en EHPAD. Et ici, tout le monde est sympathique. »

Démocratiser les soins palliatifs

Pour Dominique, infirmière à domicile qui intervient régulièrement, ce type



L'atelier gymnastique est ouvert à tous à la maison de vie. © Edwige GROLLEAU

d'établissement est d'une grande utilité. « Certains patients que je suivais avant leur arrivée ici se sont métamorphosés, c'est incroyable ! » lance-t-elle avec un sourire aux lèvres avant de nous laisser en compagnie de Carole, jeune soixantenaire. Atteinte d'une maladie neurodégénérative, elle vit désormais un peu moins recluse. « Au début, je me suis retrouvée seule chez moi. Aujourd'hui, même si je souffre, j'apprécie d'être ici. » L'enjeu est aujourd'hui de démocratiser ce type de

maisons. « On va avoir un boom des maladies chroniques et des personnes âgées. Il faut accueillir ces gens qui n'ont pas leur place à l'hôpital », explique Delphine Calicis. L'Astrolabe fait partie du Collectif National des Maisons de vie, qui œuvre pour promouvoir ces structures à taille humaine et espèrent obtenir des subventions publiques. Les maisons de vie, comme celle-ci, se comptent sur les doigts d'une main en France et demeurent financées par

des dons privés. Lors de l'inauguration, la ministre déléguée auprès à la Santé et à la Prévention, Agnès Firmin-Le Bodo, a fait le déplacement, dans le cadre de la préparation de la loi sur la fin de vie. Delphine est opposée à la légalisation de l'euthanasie que pourrait amener ce texte : « L'accompagnement en soin palliatif pour tous est la solution plutôt que l'euthanasie. »

Edwige GROLLEAU
Lino PRESTIMONACO

Maires et État : la fracture ?

Après l'attaque contre le maire de Saint-Brévin, Yannick Morez, les relations entre maires et services de l'État interrogent. Dans la région, ils sont plusieurs à tirer la sonnette d'alarme, et regretter l'abandon des communes, et des maires, par l'État.



Tag sur la mairie de Montans. ©Edwige GROLLEAU

« Tant qu'on fonctionnera avec des énarques qui ne connaissent rien au terrain, on ne peut que se retrouver dans ces situations problématiques », raconte Max Brail, maire du village de Lastour (Aude) depuis 1989. Il est aux premières loges du désengagement de l'État au fil des années. En 1999, son village est dévasté par une inondation, « on a alors eu l'État à nos côtés ». En 2018, une nouvelle inondation frappe le village. Emmanuel Macron se déplace, mais cette fois, l'État ne propose pas d'aides concrètes. « Le Président est venu nous serrer la main, mais ça nous fait une belle jambe ! », affirme l'édile, « ensuite, nous avons eu la visite des services étatiques qui nous on dit "ça on ne prend pas en charge, ça non plus"... au final on a dû se débrouiller. Si la situation se

reproduisait aujourd'hui, le résultat serait le même. »

« La justice nous sollicite pour faire le boulot de l'État »

« Que fait l'État pour protéger les élus ? Factuellement, pas grand chose », décrit fatalement Albert Sanchez, maire de Cugnaux (Haute-Garonne). Premier représentant de la République pour la population, les maires sont « les élus à portée de baffe », qui reçoivent régulièrement des menaces, le plus souvent anonymes. À ce poste depuis trois ans, le maire de la commune se sent abandonné, se retrouvant même à occuper par moments un rôle qui n'est pas le sien : « La justice nous sollicite pour faire le boulot de l'État, qui ne le fait pas ». Il évoque notamment la tâche de l'organisation des remises de peine pour

les petits délinquants, normalement chasse gardée du ministère.

Une réaction étatique variable

À Montans (Tarn), la mairie et le domicile du maire ont été tagués le 14 mai en protestation à un projet d'usine. Pourtant, ici, l'État a répondu présent plus rapidement. Selon le maire Gilles Crouzet : « Le matin où j'ai vu le tag, le préfet m'a appelé personnellement. Il est ensuite, resté une heure, donc oui, je me sens soutenu. » Le soir de l'agression, il a également bénéficié d'une protection des gendarmes.

« Que fait l'État pour protéger les élus ? Factuellement, pas grand chose »

Le préfet du Tarn espère aujourd'hui retrouver les malfaiteurs : « Il a affirmé que les gendarmes doivent trouver les coupables. » confirme le maire. Même si pour lui, l'État ne peut pas faire davantage : « Ça fait chaud au cœur de voir ça, mais ça ne résout pas tous les problèmes. »

Sarah BOANA
Jérémy HEINS
Paul LALEVÉE

Lâchers de ballons : l'alerte d'une ONG

Un lâcher de ballons aura lieu le dimanche de Pentecôte à Bazus, en Haute-Garonne. L'ONG Robins des Bois avertit sur les conséquences environnementales de ce type de festivités, très répandues dans la région.

Le traditionnel lâcher de ballons pour les célébrations de Pentecôte ou pour le Téléthon est néfaste pour l'environnement. C'est l'argument qu'avance l'association parisienne Robin des Bois, qui sensibilise à la protection des espaces naturels. Selon Lise Contant, chargée d'Affaires juridiques pour l'organisation non gouvernementale, « les fragments de ballons sont dans le top 10 des déchets récréatifs retrouvés dans les milieux naturels, en particulier sur le littoral où ils terminent leur course ». Les ballons explosent à huit kilomètres d'altitude et les déchets peuvent retomber dans un périmètre de plusieurs dizaines de kilomètres carrés impactant ainsi la faune et la flore locale.

Une zone avec de nombreux cours d'eau

À Bazus, l'enjeu environnemental est particulièrement important car « c'est une zone où il y a beaucoup de cours d'eau

déjà très pollués et des Parcs Naturels Régionaux à proximité », précise Lise Contant. Selon le Code de l'Environnement, les organisateurs des lâchers de ballons sont juridiquement responsables des déchets provoqués par les retombées.

« On attend des préfetures qu'elles interdisent les lâchers de ballons »

« Aujourd'hui, on attend des préfetures qu'elles interdisent les lâchers de ballons », explique la chargée d'Affaires juridiques. « Les communes aussi peuvent sortir des arrêtés, c'est un volet de la protection de l'environnement peu connu, mais très utile », poursuit-elle. Aucun recours en justice ne sera déposé par Robins des Bois si le lâcher de ballon est maintenu. « On souhaite juste que la mairie de Bazus soit informée, on essaie de négocier avec eux. » La commune n'a pas répondu à nos demandes de sollicitations.

Lino PRESTIMONACO

L'élevage intensif : un modèle aux conséquences dramatiques

Selon un rapport de Greenpeace publié mardi, 60 % des animaux d'élevage sont concentrés dans 3 % des fermes françaises. Un chiffre anormalement élevé qui inquiète les Français. L'occasion de revenir sur les conséquences environnementales, sanitaires et éthiques de l'élevage intensif.

« C'est une véritable catastrophe » déclare Armelle Jaouen, maîtresse d'école et porte-parole du collectif « Stoppons l'extension d'Avel Vor ». A Landunvez, dans le Finistère, les riverains sont en colère, suite à la décision du préfet autorisant l'extension d'un élevage qui pourra accueillir plus de 26 000 porcs. Le collectif a déposé, en mars dernier, une plainte collective contre X, pour mise en danger de la vie d'autrui. L'exploitation d'Avel Vor évacue 60 tonnes de lisier par jour.

La région Grand-Ouest la plus touchée

La conséquence : une pollution de l'air et de l'eau à l'ammoniac et aux particules fines. « L'école n'est pas loin de la ferme-usine. On est obligé d'ouvrir les fenêtres pour aérer, mais qu'est-ce qu'on gagne ? De l'ammoniac. » se désespère Armelle Jaouen. Selon un rapport de Greenpeace, publié ce mardi, une ferme-usine se définit par un grand nombre d'animaux élevés dans un espace restreint. La région Grand Ouest est de loin la plus concernée par ces méga-fermes : près de 70 % sont situées en Bretagne et dans les Pays de la Loire.

Barbara Boyer, porte-parole de l'association L214 qui défend le bien-être animal, s'inquiète de leurs conditions de vie dans ces fermes-usines : « Dans les publicités, on les voit gambader dans les prés. C'est un mensonge. Les poules ont besoin de courir, les cochons de se rouler dans la boue. Là, ils sont entassés et gavés pour grossir plus vite. » En France, plus de 8 animaux abattus sur 10 sont issus des élevages intensifs. Pour autant, il n'est pas seulement question de souffrance animale, notre santé aussi est en jeu. Le

mode d'élevage des animaux peut affecter la qualité des produits consommés. Le modèle intensif est propice à la transmission de bactéries pathogènes. Lactalis a, par exemple, été mis en examen au mois de mars dernier dans l'affaire du lait contaminé à la salmonelle.

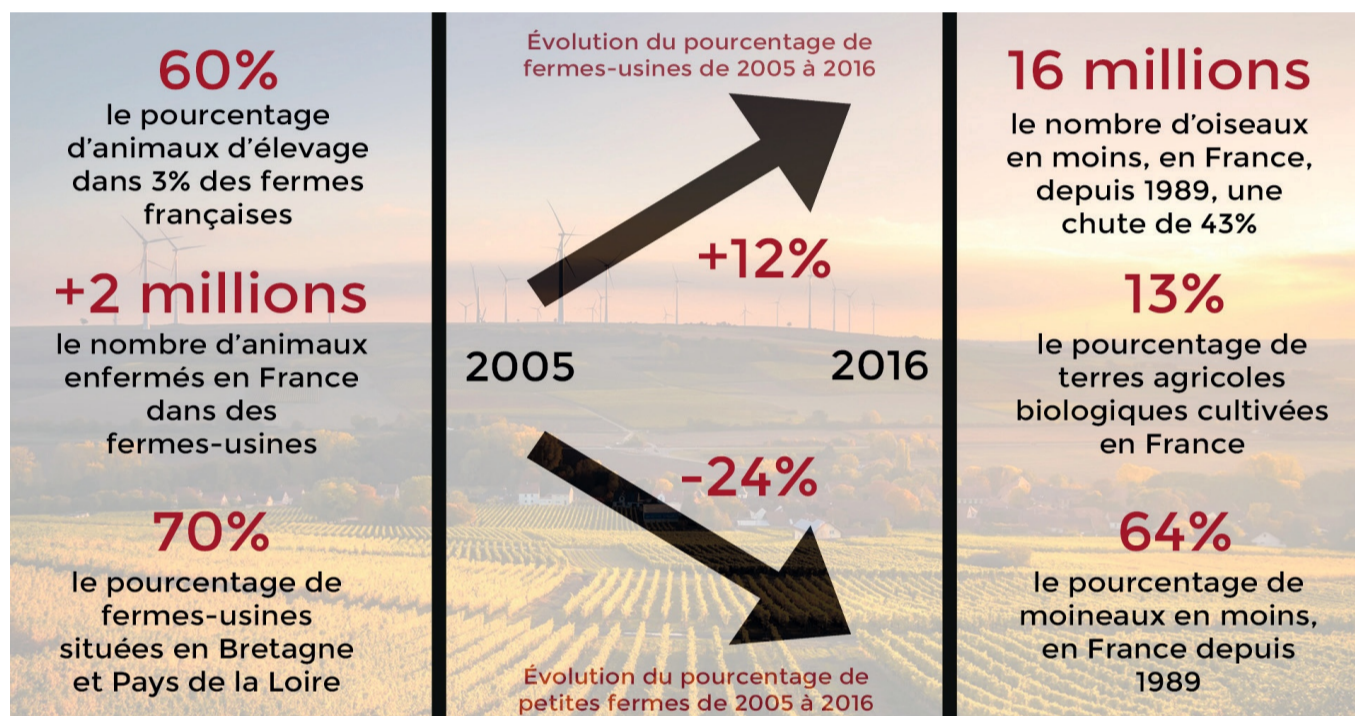
« Il faut changer de mode de vie »

Une situation critique qui fait réagir Axelle Playoust-Braure, experte investie dans la cause animale depuis 2015. Son constat est

simple : « Si on sort de l'élevage intensif, on produira forcément moins. Il faut développer les alternatives végétales. » Selon un rapport du GIEC, la diminution drastique des produits carnés permettrait de réduire notre empreinte carbone. Mais pour la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), ce n'est pas la solution. Dans un communiqué de presse du 6 mars dernier, elle s'oppose à « tout ce qui mettrait en péril l'élevage français », autrement dit, à la suppression des élevages intensifs qui entraînerait « la baisse

significative de la production animale » ou encore « la baisse des revenus des agriculteurs ». « Il faut changer de mode de vie, ajoute Axelle Playoust-Braure, l'idée a fait son chemin dans l'opinion publique. Ce qu'il manque, c'est une véritable volonté politique. » Le 24 mai prochain, aura lieu le vote de la commission environnement du Parlement européen sur les émissions industrielles, l'occasion de revenir sur la problématique du modèle intensif.

Solène CORNUAU



Vincent Devictor : « Un monde sans oiseaux serait un monde très bizarre »

Avec 800 millions d'oiseaux en moins ces 40 dernières années sur le territoire européen, le CNRS tire la sonnette d'alarme quant aux impacts de l'agriculture intensive. Chercheur à l'Institut des sciences de l'évolution de Montpellier (ISEM), Vincent Devictor apporte son éclairage sur la situation ornithologique du territoire français.



Vincent Devictor, chercheur à l'ISEM @ Vincent Devictor

Comment aujourd'hui peut-on expliquer la disparition de près de 20 millions d'oiseaux par an ?

C'est la finalité de cette étude, on a mesuré les causes : changement climatique, évolution du couvert forestier, urbanisation et intensification des pratiques agricoles. On décrit les paysages européens, on a tout ce qu'il faut avec ces quatre paramètres. Avec cela, on a pu relier la réponse des oiseaux à ces pressions. Parmi les pressions majeures, il y a l'intensification

des pratiques agricoles comme dominante.

Quelle est la situation en France ?

La France est un miroir de ce qui se passe en Europe. C'est l'un des pays où la surface agricole utile couverte par des fermes à haut niveau d'intrants – pesticides et engrais – est la plus élevée, 21% derrière les Pays-Bas, le Danemark ou la Belgique. Il y a aussi des méga-fermes – supérieures à cent hectares – qui ont grimpé de 12% depuis 2005 alors que les petites fermes ont chuté de 24%. On est dans une logique d'aggravation, avec un monde agricole de plus en plus hostile au maintien de la vie sauvage.

Comment l'intensification agricole se répercute sur la population des oiseaux ?

Plus vous employez de pesticides, plus les populations

sont impactées. Lien de causalité entre nos actions dans les champs et la population des oiseaux. Depuis une dizaine d'années, on en vient même à se demander le devenir des insectes dans ces milieux-là. C'est catastrophique avec la disparition des insectes volants dont sont dépendants les oiseaux pour se nourrir.

Quelles conséquences la disparition de ces différentes espèces d'oiseaux pourrait avoir sur l'environnement en France ?

Psychiquement, un monde sans oiseaux serait un monde très bizarre. Mais en tant qu'écologue, on peut rappeler que les oiseaux sont impliqués dans énormément d'interactions écologiques, soit parce qu'ils mangent des insectes, soit parce qu'ils dispersent des graines. En les étudiant, on se rend compte d'une mise en danger d'un maillon impor-

tant de notre écosystème.

Est-ce qu'il y aurait des solutions sur le court terme qui permettrait d'inverser la tendance quant à la population des oiseaux ?

Il y a des solutions sur le court terme. L'emploi de pesticides pourrait être mieux accompagné, il n'y a que 8% de terres biologiques en Europe, ce n'est vraiment pas assez. Mais, les aides au maintien de l'agriculture biologique

ont été revues à la baisse. C'est incompréhensible quand on laisse en place des aides majeures favorables à l'agriculture intensive. On est sur une tendance lourde qui reflète une position idéologique de ce que devait être l'agriculture à la sortie de la Seconde Guerre mondiale. C'est un rouleau compresseur dont on ne peut pas sortir en appuyant sur un bouton.

Hugo CRABOS
Arthur PANTZ



Un élevage de poulets en batterie à Plougoum © Fred TANNEAU / AFP

EN BREF

Sarkozy condamné à trois ans de prison

Nicolas Sarkozy a été condamné en appel à trois ans de prison, dont un an ferme sous bracelet électronique pour corruption et trafic d'influence dans l'affaire des écoutes. La cour d'appel de Paris a également prononcé une interdiction des droits civiques de trois ans, rendant inéligible l'ex-président. Son avocate Jacqueline Laffont a déjà annoncé son pourvoi en cassation.

Le taux de chômage stable en France

Le taux de chômage au premier trimestre 2023 est de 7,1% en France selon l'INSEE. Le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) reste stable autour des 2,2 millions de personnes en recherche d'emploi par rapport au trimestre précédent. Cela constitue le plus bas niveau depuis 1982, en mettant de côté la baisse en trompe-l'œil liée au confinement du deuxième trimestre 2020.

60 millions d'euros pour le bio

Le ministre de l'Agriculture Marc Fresneau a annoncé le déblocage d'une enveloppe de crise de 60 millions d'euros en faveur des producteurs en agriculture biologique. Elle s'ajoute aux 10 millions d'euros d'aide d'urgence annoncés lors du Salon de l'Agriculture. Le ministre souhaite « commencer à donner l'exemple » en visant un objectif de 20% de bio dans les menus des cantines sous la responsabilité de l'État d'ici la fin de l'année.

La précarité alimentaire augmente

Selon une étude publiée par le Crédoc, 16% des Français déclarent ne pas manger à leur faim. Cette proportion, en augmentation de quatre points en six mois, s'explique par la hausse des prix des produits alimentaires. Les jeunes sont les plus touchés, 24% des moins de 40 ans se considèrent en situation de précarité alimentaire contre 7% des 60-69 ans.

Une amende de 380 000 euros pour Doctissimo

Doctissimo a été sanctionné à hauteur de 380 000 euros d'amende par la CNIL. Le site web spécialisé sur les sujets de santé est accusé d'avoir conservé sans limite de temps et sans consentement des données personnelles et médicales. Des infractions relatives aux cookies ont aussi été constatées. Cette sanction fait suite à une plainte déposée en juin 2020 par l'association britannique Privacy International.

EN BREF

Italie : au moins huit morts et plusieurs milliers d'évacués dans des inondations

De fortes inondations touchent actuellement le nord de l'Italie dans la région d'Emilie-Romagne, proche de Bologne, du fait de fortes pluies. Huit morts sont pour le moment à déplorer et près de 5000 personnes ont été évacuées. 50000 personnes sont pour le moment privées d'électricité.

Chine : un navire de pêche chaviré, 39 personnes portées disparues

Un navire de pêche chinois a chaviré dans l'océan Indien selon un média d'État. Les 39 membres d'équipage sont pour le moment portés disparus et « personne n'a été retrouvée », a rapporté mercredi 17 mai 2023 la chaîne de télévision d'État CCTV. L'équipage du bateau est composé de 17 Chinois, 17 Indonésiens et 5 Philippins. Des opérations de recherche ont été lancées pour tenter de retrouver les marins.

Népal : un alpiniste népalais gravit l'Everest pour la 27e fois

Kami Rita Sherpa, alpiniste népalais âgé de 53 ans, a atteint pour la 27e fois le sommet de l'Everest ce mercredi. Il bat son propre record d'ascension du point culminant de la terre, accompagnant un alpiniste vietnamien. Kami Rita a gravi l'Everest pour la première fois en 1994, à l'âge de 24 ans.

Irak : le musée de Mossoul rouvre partiellement ses portes

Le musée de Mossoul vient de rouvrir avec une première exposition depuis près de 20 ans. Entre l'invasion américaine de 2003 puis les pillages de la part de Daech, ses locaux étaient inutilisables. Le musée, encore très largement en travaux, ne devrait rouvrir totalement qu'en 2026.

Finlande : la Russie gèle les comptes bancaires de l'ambassade de Finlande

Pekka Haavisto, le ministre des Affaires étrangères finlandais, a annoncé ce mercredi que Moscou a gelé les comptes de l'ambassade finlandaise en Russie. Le consulat finlandais est lui aussi touché par des restrictions budgétaires. Pekka Haavisto affirme que la Finlande est en relation avec les autorités russes pour essayer de trouver une solution.

Dettes américaine : et pour quelques dollars de plus...

La crise menace les États-Unis. Mardi 16 mai, lors d'une réunion à la Maison-Blanche, aucun accord n'a été trouvé entre Joe Biden et l'opposition républicaine. L'enjeu est de relever le plafond de la dette afin d'éviter un défaut de paiement inédit. Un risque pour l'économie mondiale.

Les États-Unis vont-ils faire banqueroute ? C'est en tout cas le risque auquel se prépare la première puissance mondiale. Si Joe Biden s'est montré optimiste lors de son voyage diplomatique en Asie ces derniers jours, l'inquiétude se répand auprès des dirigeants mondiaux et des banques centrales comme la Réserve fédérale américaine (Fed). Certes, la situation s'était déjà présentée sous le mandat de Barack Obama mais un accord avait été trouvé.

« C'est un jeu politique qui est en train de s'instaurer », estime Catherine Karyotis, professeure de finance à Neoma Business School. Selon elle, cette situation se présente dans un climat de tension des marchés financiers, et dans une période de volatilité importante, aggravée par la crise sanitaire et la faillite de trois banques américaines en mars dernier. Le risque pour l'économie américaine n'est pas négligeable ; si le défaut de paiement est avéré, les États-Unis n'auront plus les moyens

de payer ni les factures ni les fonctionnaires

Des conséquences mondiales ?

Pour l'instant, ce défaut de paiement n'est qu'hypothétique, mais le risque est bien présent, étant donné les oppositions politiques entre Démocrates et Républicains. L'objectif reste désormais de relever le plafond de la dette, une « obligation », selon Catherine Karyotis. Sans cette augmentation, impossible d'éviter le défaut de paiement. Elle souligne aussi le « risque de débordement du problème financier sur la société », et donc des « conséquences sociétales et sociales » que cela pourrait engendrer. Mais le déflonnement de la dette est aussi menacé par une course à l'endettement, même si, toujours selon Catherine Karyotis, cette course est déjà présente à l'heure actuelle. La question qui se pose également est celle du risque de déflagration sur l'économie mondiale.



La secrétaire au Trésor Janet Yellen lors d'un discours Washington. © Brendan SMIALOWSKI / AFP

L'influence de la première puissance économique reste indéniable, et étant donné l'interconnexion des secteurs financiers, l'économie mondiale pourrait être impactée. Pour Catherine Karyotis, il y a un vrai « risque de dérapage et de décrochage de l'économie mondiale ». Ce défaut de paiement pourrait

avoir de lourdes conséquences sur les marchés financiers au vu de la période d'incertitude et de volatilité accrue. « Cette situation peut mettre le feu aux poudres », conclut Catherine Karyotis. Pour l'heure, la menace réside aussi dans la spéculation financière, mais reste étroitement liée aux tensions politiques

entre les deux partis historiques américains. Joe Biden a toutefois écourté son voyage diplomatique pour pouvoir se concentrer sur les tractations. Une course contre la montre se joue donc : une solution doit être trouvée avant le 1er juin.

Elsa THÉOBALD

Enlèvement d'Olivier Dubois : le rôle trouble de l'armée française

Deux mois après la libération d'Olivier Dubois, les questions autour de son enlèvement persistent. Certains pointent du doigt les défaillances de l'armée française.



L'armée place l'État français dans une situation compromettante. © Alain JOCARD / AFP

Selon une enquête menée par *Le Monde*, *Libération*, RFI et TV5 Monde, les militaires de l'opération Barkhane auraient utilisé le journaliste Olivier Dubois à son insu afin de localiser l'émir Abdallah Ag Al-Bakaye, chef djihadiste affilié à Al-Qaïda. Olivier Dubois pensait avoir planifié un entretien en toute discrétion mais son fixeur tenait informé les militaires français. D'après certains documents judiciaires français et maliens, les troupes auraient ainsi renoncé au dernier moment à l'opération sans déployer les moyens nécessaires pour empêcher l'enlèvement. Olivier Dubois avait été kidnappé le 8 avril 2021 à Gao avant d'être libéré en mars dernier après 711

jours de captivité. Une réunion secrète organisée à N'Djamena, quelques jours avant et à laquelle participaient des officiels de l'État français, laissait entendre que les « derniers renseignements recueillis » accrédiétaient « l'hypothèse d'un enlèvement » et qu'Olivier Dubois devait être prévenu. Pourtant, le journaliste n'a reçu aucune information. En charge de l'enquête en interne, l'inspection générale des armées (IGA) avait conclu en 2021 qu'il n'y avait « pas eu de faute personnelle au sein de la force Barkhane ». De son côté, le ministère des Affaires étrangères n'a pas souhaité s'exprimer.

Alexis LAMBALIEU

La Chine, l'Empire du milieu entre l'Ukraine et la Russie

L'ex-ambassadeur chinois à Moscou, Li Hui, est arrivé hier à Kiev pour deux jours. Il doit rencontrer le ministre des Affaires étrangères ukrainien, Dmytro Kouleba, et d'autres hauts responsables. Objectif : le « règlement politique de la crise ukrainienne ».



Xi Jinping avait rendu visite à Vladimir Poutine en Mars dernier. © Pavel BYRKIN / SPUTNIK / AFP

Un médiateur pour accélérer le processus de paix. Pékin n'a pas choisi son émissaire au hasard en envoyant Li Hui, représentant spécial pour les affaires eurasiatiques, à Kiev en Ukraine, mardi 16 mai. Le haut fonctionnaire qui a passé 10 ans en Russie, en tant qu'ambassadeur de la Chine, a été envoyé pour chapeauter le « règlement politique » de la guerre. Depuis l'invasion russe en Ukraine en février 2022, la Chine a adopté une position impartiale, refusant de condamner ou d'approuver les actions de la Russie. Le 26 avril dernier, la Chine votait pour une résolution de l'ONU destinée à qualifier la Russie « d'agresseur ». Mais jamais le Parti communiste chinois n'a condamné publiquement, qualifiant la guerre de « crise ukrainienne ». « La Russie

est un allié important pour Pékin qui trouve que cette position de « neutralité » très ambiguë, lui convient mieux » explique Claudia Astarita, analyste en relations internationales en Asie. « C'est une alliance pragmatique : les deux ont des intérêts et des avantages à rester alliés. La Chine est aujourd'hui le pays le plus fort dans cette alliance, ce qui est très bien pour le Parti communiste chinois » ajoute-t-elle.

« Une reconstruction à gérer » pour la Chine

En février dernier, Pékin avait proposé un plan « en 12 points » pour mettre fin à la guerre. « La Chine prend en compte les préoccupations légitimes de toutes les parties. Cette visite du représentant chinois démontre qu'elle est fermement

du côté de la paix » a annoncé Wang Wenbi, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois. Quelques heures avant l'arrivée du diplomate, trois personnes étaient blessées lors d'une attaque dans la capitale ukrainienne. « La Chine avait des bonnes relations avec l'Ukraine. Peu importe les résultats de cette tentative de médiation, les relations resteront les mêmes car il y aura la reconstruction à gérer » estime Claudia Astarita. Le diplomate chinois devrait rester jusqu'à aujourd'hui en Ukraine, avant de faire un tour de l'Europe. Il est attendu vendredi en Pologne. Il poursuivra son voyage diplomatique en France, en Allemagne et en Russie pour continuer les négociations.

Margaux MALÉ

Fenix Handball : L'Europe se joue à Chambéry

Le Fenix Handball défie Chambéry ce jeudi à 20 heures pour le compte de la 27^e journée de Liqui Moly Starligue. Un match aux allures de tournant pour les Toulousains qui jouent leur qualification en coupe d'Europe.

Après 26 journées de championnat, le Fenix Handball occupe la sixième place du classement et se retrouve aux portes des qualifications européennes. Les hommes de Danijel Andjelkovic se déplacent ce soir à Chambéry, concurrent direct et actuel 4^e du classement avec quatre points d'avance. Un match aux énormes enjeux à quatre matchs de la clôture du championnat. Le faux pas est interdit pour les deux équipes. À la lutte également avec Nîmes, 5^e à une longueur devant les Toulousains, le moindre point comptera en cette fin de saison.

Deux dynamiques positives

Les deux équipes restent sur de bonnes performances et abordent ce match avec le plein de confiance. Toulouse

vient d'enchaîner quatre victoires consécutives dont la dernière mémorable contre Saint-Raphaël à domicile (33-32). Mené de neuf buts au bout de 18 minutes de jeu, le Fenix était parvenu à renverser la situation, porté par leur gardien Téodor Paul et au prix d'une prestation exceptionnelle en deuxième mi-temps. Leurs adversaires du soir se sont quant à eux relancés à Aix-en-Provence après leur défaite à Nantes deux semaines plus tôt. Une victoire de Chambéry leur permettrait de prendre ses distances avec le Fenix, qui pourraient dire adieu à leurs ambitions européennes. Le défenseur Bakary Diallo en est pleinement conscient : « Notre dernier match était poussif contre Saint-Raphaël. On s'est fait peur. Lorsque tu joues l'Europe, tu ne peux pas te permettre de débiter un

match comme celui-ci. On ne pourra pas répéter ces erreurs face à Chambéry ». Rappelons que les Savoyards ont pour réputation d'être la bête noire du Fenix. Chambéry s'était imposé 31-30 au match aller, signant sa cinquième victoire consécutive à Toulouse.

Victoire impérative

Le Fenix a l'obligation de s'imposer ce soir pour réduire l'écart sur leurs adversaires. Le calendrier de fin de saison est d'ailleurs bien plus abordable que celui de Chambéry. Les Toulousains affronteront Dunkerque, Ivry et Istres, des équipes de deuxième partie de tableau. Les Savoyards auront quant à eux fort à faire en clôture du championnat : ils se déplaceront à Montpellier, 2^e du championnat et en course pour le titre. Capitaine du Fenix, Pierrick



Les joueurs du Fenix n'ont plus le droit à la défaite. © DDM

Chelle reconnaît l'importance de ce match : « Après ce déplacement à Chambéry, il restera trois matchs donc évidemment c'est un grand rendez-vous. » L'ailier droit affiche clairement ses ambitions : « L'objectif est clair : la victoire ! On ne se cache pas, on y va pour gagner. On les regarde les yeux dans les yeux et à la fin, on verra bien qui

repartira avec les deux points. » Un an après son parcours historique en ligue européenne, où le club avait atteint les huitièmes de finale, le Fenix peut espérer un retour dans cette compétition avec une victoire. Coup d'envoi ce soir à partir de 20 heures à la salle du Phare de Chambéry.

Pierre COPLO

Wembanyama se dirige vers les San Antonio Spurs

Dans la nuit de mardi à mercredi a eu lieu la loterie de la draft NBA 2023. La franchise des Spurs de San Antonio a tiré le premier choix et devrait prendre, en toute logique, le Français Victor Wembanyama.



Victor Wembanyama. © Emmanuel DUNAND / AFP

Jamais la NBA n'avait connu un tel engouement pour un jeune joueur depuis LeBron James, en 2003. Et ce sont les Spurs de San Antonio qui ont décroché le gros lot cette année. La franchise texane a récupéré le premier choix de la prochaine draft NBA. Elle devrait choisir le pivot des Metropolitans 92 Victor Wembanyama, âgé de 19 ans et mesurant 2,21 mètres. De l'autre côté de l'Atlantique, la joie est immense. Des milliers de supporters ont fêté cela comme un titre de champion du monde.

Jackpot pour la franchise texane

Même le propriétaire des Spurs de San Antonio, Peter J. Holt, a crié de joie au moment de l'annonce. « Je vais m'éva-

nouir », a avoué ce dernier au micro d'ESPN. C'est seulement la troisième fois en plus de 50 ans d'existence que les Spurs de San Antonio tirent le premier choix de draft. Avec les deux premiers, ils avaient récupéré David Robinson, en 1987, et Tim Duncan, en 1997, tous deux champions NBA avec la franchise texane. Ils sont également membres du Hall of Fame, le panthéon du basketball mondial qui honore les plus grands joueurs, entraîneurs et dirigeants du sport à la balle orange. Ancien joueur français des Spurs, Ian Mahinmi est ravi : « C'est la meilleure destination à mes yeux. C'est une franchise avec une culture d'acceptance et d'adaptation pour les joueurs étrangers qui peut faire la différence et l'emporter plus rapidement au succès. »

Paul GRELIER

La France et les Spurs, une histoire d'amour

Même Madame Irma aurait pu le prédire. Avec 14 % de chances au moment du tirage, les Spurs de San Antonio étaient parmi les mieux placés pour obtenir le premier choix de draft. Le club va pouvoir intégrer Victor Wembanyama dans son effectif la saison prochaine. Une destination presque parfaite pour faire ses débuts sur les parquets outre-Atlantique. La présence sur le banc de Gregg Popovich, cinq fois champion NBA, pèse clairement dans la balance. Expérimenté, il donnera très certainement les clés du camion au joueur français pour être le leader de cette équipe. « Wemby » n'aura aucun souci à s'intégrer dans la franchise la plus cocorico des États-Unis. En effet, plusieurs Français sont passés par les Spurs : Boris Diaw, Nando De Colo, mais surtout la légende Tony Parker. Au moment de l'annonce, Victor a déclaré : « Je vais essayer de remporter une bague le plus tôt possible, donc soyez prêts. » La NBA est prévenue, le prodige français ne viendra pas pour faire de la figuration.

Le TFC un peu plus dans la tourmente

Les affaires extrasportives s'accroissent pour le TFC. Le défenseur Rasmus Nicolaisen aurait tardé à rembourser des prêts contractés auprès de ses coéquipiers.



Rasmus Nicolaisen dans la tourmente. © Charly TRIBALEAU / AFP

Après le refus de porter le maillot arc-en-ciel et les déclarations d'Aboukhalil, la semaine du Toulouse FC est entachée d'une nouvelle polémique. C'est fois-ci, c'est au tour de Rasmus Nicolaisen d'être au centre de l'attention. Selon le site de supporters Lesviolets.com, le défenseur danois aurait contracté des prêts importants auprès de plusieurs de ses coéquipiers. Ce serait la raison pour laquelle l'habituel titulaire du TFC aurait été écarté du groupe pour la réception de Lyon, le 14 avril dernier. Les joueurs seraient montés au front avec la direction et seraient allés jusqu'à en informer le coach Philippe Montanier. La décision de la direction a été de faire une avance sur salaire à l'ancien du FC Midtjylland pour le remboursement de ses dettes.

Déjà condamné pour paris sportifs

Lors de son passage à Portsmouth, le joueur avait été condamné par la Fédération anglaise de football à 2 800 euros d'amende pour avoir parié sur 53 matchs malgré son statut de joueur professionnel. Entre le 7 et 12 novembre 2020, Nicolaisen a déboursé environ 46 000 euros, pour une perte nette d'un plus de 5 000 euros, selon le site The News. Pour sa défense, le joueur avait rétorqué à l'époque que les règles au Danemark et au Royaume-Uni n'étaient pas les mêmes. Pour lui, parier était un jeu et il n'avait pas de problèmes avec cela. Le président du TFC, Damien Comolli, serait déjà en train de chercher un défenseur central gaucher pour pallier son potentiel départ.

Hugo LABORDE

EN BREF

Trophées UNFP : Philippe Montanier nommé

Le coach du TFC, Philippe Montanier, a été nommé dans la catégorie « meilleur entraîneur de l'année » en Ligue 1. Le technicien est récompensé pour la saison exceptionnelle de son club, officiellement maintenu et vainqueur de la Coupe de France. Il avait remporté le titre de meilleur entraîneur de Ligue 2 l'année dernière.

Judo : Teddy Riner a profité d'une erreur d'arbitrage lors des Mondiaux

Hier, la Fédération internationale de judo a reconnu une erreur d'arbitrage en faveur de Teddy Riner en finale des championnats du monde. Face au Russe Inal Tasoev, il a subi un contre dans le golden score, qui aurait pu lui coûter la victoire, mais n'a pas été comptabilisé. Le Français finira par s'imposer, remportant son 11^e titre de champion du monde.

Athlétisme : un sprinter français suspendu quatre ans

Le spécialiste du sprint, Amaury Golitin, a été suspendu quatre ans pour « manquements aux obligations de localisation » et « falsification ». L'AFLD (Agence française de lutte contre le dopage) a officialisé la décision hier. L'athlète français ne pourra plus s'aligner en compétition jusqu'en juin 2026 et manquera donc les Jeux olympiques de Paris 2024.

CNOSF : la présidente sommée par son prédécesseur de démissionner

Crise au sommet du CNOSF (Comité national olympique et sportif français). Mardi soir, l'ancien président de l'instance, Denis Masegla, a demandé la démission de sa successeuse, Brigitte Henriques. Il a également annoncé qu'il portera plainte pour « abus de biens sociaux » devant le Parquet national financier, visant directement la gestion de la dirigeante.

F1 : le Grand Prix d'Emilie-Romagne annulé

Pas de course à Imola ce week-end. Hier, les dirigeants de la Formule 1, de la FIA et les organisateurs de l'épreuve ont décidé d'annuler le Grand Prix d'Emilie-Romagne. Les inondations provoquées par les violentes intempéries qui touchent la région avaient déjà forcé les écuries à évacuer le circuit mardi. La F1 reprendra pour le Grand Prix de Monaco le 26 mai prochain.



Issa Nlareb

Golf save the King

Ancien numéro un camerounais en golf, Issa Nlareb a été victime d'une méningite bactérienne en 2018. Il a perdu huit doigts et deux jambes. À force de courage et de détermination, il a retrouvé le plaisir de jouer avec l'objectif de concurrencer les valides.

Avec ses 1m93, Issa Nlareb en impose et se démarque au golf de Toulouse Seilh. Il tend sa main droite pour se présenter. Seuls son pouce et son auriculaire ont résisté à la maladie. Sur sa main gauche, plus rien. Sous ses genoux, il arbore fièrement ses deux prothèses. « Vous allez toujours me voir les montrer. Je n'ai jamais eu honte d'être amputé. » Très vite, Issa se dirige vers chez lui, un petit appartement situé en lisère du golf. Arrivé devant la baie vitrée permettant de pénétrer dans son logement, il marque un temps d'arrêt. Le golfeur n'a pas eu le temps de ranger son salon. Une petite gêne se fait ressentir chez lui, mais sans hésiter trop longtemps, il nous invite à rentrer. Le Camerounais de 33 ans s'installe à une table, prêt à raconter son histoire. Une histoire chamboulée en février 2018. Alors numéro un camerounais, Issa sort d'un succès aux Open du Gabon, Nigeria et Sénégal.

voir mes os, il n'y avait plus de chair. »

L'opération a lieu à Bruxelles, où habitait Françoise Colette, la mère de cœur d'Issa. « Elle a eu un rôle important pour moi. Elle n'aime pas que j'en parle, elle est toujours en train de dire : « c'est toi, c'est toi, c'est toi, arrête de parler de moi dans les médias ». » D'ailleurs, quand il évoque Françoise, il n'utilise jamais son prénom mais le surnom « maman ». « Je n'avais pas de maman, donc c'est elle qui m'a éduqué. »

Une jeunesse au pied du golf de Yaoundé

La mère d'Issa est décédée quand ce dernier avait 11 ans. « À ce moment-là, je suis devenu un garçon de la rue. » Seul, car son père qui s'est remarié, le rejette de la maison. Issa trouve du réconfort dans le golf. « Dans cette situation, tu as quasiment 100 % de chances de mal tourner. Personne ne veut te voir, ne vient t'aider. Je vendais des balles et ça m'a permis de survivre. »

Les jeunes de la rue n'étaient pas les bienvenus dans l'enceinte du golf de Yaoundé. « On était tous chassés. Ceux qui ont réussi sont ceux qui ont insisté, brisé les barrières. J'y allais, je me foutais des règles parce que je savais que c'était le seul moyen pour moi de manger. » Il devient alors ramasseur de balles et parvient à s'en sortir.

« J'imitais les personnes qui jouaient au golf. Il m'a offert mon premier club à 11 ans. »

Très rapidement, il rencontre celui qu'Issa appelle M. Davou. « Le trou n°13 était défendu par un obstacle d'eau. Il n'arrivait pas à le franchir. Il perdait toutes ses balles. Je plongeais pour les lui ramener. Il me donnait 100 francs CFA à chaque fois. Arrivé au parking, il m'a payé pour les dernières balles trouvées et m'a dit, demain tu viens à la même heure. Au fur et à mesure, on est devenu proches, je suis devenu son ramasseur. Il m'a offert mon premier club à 11 ans. »

Un véritable tournant pour celui qui jouait encore avec des tiges de manioc et des bouteilles de champagne dans sa jeunesse. « J'imitais les



Issa souhaite jouer sur le circuit européen l'année prochaine. © Phat Tran

Ses dates clés

2002

À 11 ans, Issa perd tragiquement sa mère et devient enfant de la rue.

2014

Cinq ans après être officiellement devenu professionnel. Issa récupère la place de numéro 1 camerounais.

2018

Issa contracte une méningite bactérienne et doit se résoudre à se faire amputer de huit doigts et des deux jambes.

2020

Suite à une idée de sa fille, Issa scratche son gant à son club et récupère en puissance de frappe. Il entrevoit alors la possibilité d'un retour au haut niveau.

2022

Issa signe un contrat avec la structure Ugolf. Il s'installe au golf de Seilh, à Toulouse, où il donne des cours, suit une formation et continue de se perfectionner.

« Je pleurais matins, midis et soirs »

Avec l'ambition de continuer sur sa lancée, il se rend en Égypte pour un des premiers tournois de l'année, mais contracte une méningite bactérienne. « Je suis tombé malade et c'est là que tout s'est arrêté en tant que valide. » Après quatre jours dans le coma, il se réveille sur un lit d'hôpital. « Deux semaines après mon coma, j'explique au médecin que je dois jouer une compétition la semaine suivante. Il m'annonce que ce ne sera pas possible car la maladie n'est pas contrôlée et qu'il allait devoir m'amputer. » Une décision refusée au départ par Issa qui ne s'imaginerait pas vivre sans le golf. « Je préférerais mourir que me faire amputer. »

Il retourne alors au Cameroun, mais la douleur est trop forte. « Je pleurais matins, midis et soirs. La douleur était au-delà de mes capacités. »

Quand Issa parle de cet épisode, l'émotion est présente sur son visage. L'ambiance est lourde, solennelle. Pour mettre fin à sa souffrance, il finit par choisir l'amputation, trois mois après son coma. « Les médecins me répétaient sans cesse qu'après l'amputation, je n'aurai plus de douleur. Je ne supportais plus de

personnes qui jouaient au golf. Je les regardais faire. C'est comme ça que j'ai appris. »

À partir de là, Issa progresse au point de devenir numéro un camerounais en 2014, à 23 ans. Après avoir tout dominé sur son continent, Issa en veut plus. Il décide alors de venir jouer en Europe sous les conseils de Françoise Colette. « Je suis arrivé en troisième division européenne. C'était un golf complètement différent. Il fallait que je m'habitue à jouer dans le froid, sous le vent et avec des arbres plus petits qu'en Afrique. Mes premières années ont été compliquées. » Il trouve un coach pour se perfectionner, près de deux ans avant le fameux tournoi en Égypte.

Le gant de l'espoir

Issa s'est détendu. Autour de la table où nous discutons, il baille, fatigué, mais retrouve de l'énergie quand il évoque son retour à la compétition. « Après ma rééducation, j'ai recommencé à coacher au Cameroun. Fin 2020, j'envoie mes poulains pour un Open en Guinée-Equatoriale. Ils font une performance catastrophique. Je me suis alors dit : avec une main, sans jambes, je les bats largement. Tu tires à 50 mètres. Les trous font 200 à 300 mètres. En 6 coups, tu peux finir. C'est à partir de là que me vient la détermination de rejouer au golf. »

Autre tournant, une idée de sa fille. « Malika m'a donné la sangle

qui servait à tenir mes jambes lorsque j'étais sur mon fauteuil roulant. Je l'ai accroché avec mon gant sur le grip du club. Le premier coup, la balle est partie à une centaine de mètres. Ça a été un très grand soulagement pour moi. » Aujourd'hui, Issa s'épanouit à Toulouse, où il suit une formation pour devenir entraîneur et continue de travailler pour revenir au haut niveau. Pour lui, son handicap n'est pas une faiblesse. « J'ai été diagnostiqué à 75 %, non à 95 % ou plutôt à 97 % équilibré. » Peu importe les chiffres, Issa se sent chanceux de pouvoir continuer sa passion.

Corentin MAUGUE
Tristan RANÉA

Directeur de publication : Pierre Ginabat
Directeur de la rédaction : Philippe Bernard
Rédacteurs en chef : Thomas Bordenave-Lagau, Emilien Laquière
Rédacteurs : Benjamin Abgrall, Sarah Boana, Lola Chavy, Pierre Coplo, Solène Cornuau, Hugo Crabos, Louis Gagnepain, Paul Grelier, Edwige Grolleau, Jérémie Heins, Margot Julia, Hugo Laborde, Paul Lalevee, Alexis Lambalieu, Emma Le Fortier, Mathieu Loch, Margaux Malé, Corentin Maugue, Arthur Pantz, Lino Prestimonaco, Tristan Ranéa, Maïwenn Richard,

Ines Rochetin, Alexandre Rubin, Charlotte Sirieys, Nina Sobetsky, Jeanne Stemart, Elsa Théobald, Grégoire Vuillaume
Directeur de la maquette : Romain Sanchez
Maquettistes : Anatole Bernaudeau, Rémi Mathias, Hugo Raynaud, Valentine Ribes, Elisa Vaudelet, Agathe Viguier
Directeur de la photographie : Clément Arnal